

# Procédure file

Informations de base		
CNS - Procédure de consultation Directive	<a href="#">2000/0108(CNS)</a>	Procédure terminée
Droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements. Codification		
Modification <a href="#">2013/0390(COD)</a>		
Sujet 4.15.12 Protection et droits des travailleurs, droit du travail		

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>JURI</b> Juridique et marché intérieur	PSE <a href="#">MEDINA ORTEGA Manuel</a>	21/06/2000
Conseil de l'Union européenne	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<b>EMPL</b> Emploi et affaires sociales	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Commission européenne	Formation du Conseil <a href="#">Affaires économiques et financières ECOFIN</a>	Réunion <a href="#">2335</a>	Date 12/03/2001
Commission européenne	DG de la Commission <a href="#">Service juridique</a>	Commissaire	

Evénements clés			
02/05/2000	Publication de la proposition législative	COM(2000)0259	Résumé
03/07/2000	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
16/10/2000	Vote en commission		
25/10/2000	Décision du Parlement	<a href="#">T5-0459/2000</a>	Résumé
12/03/2001	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
12/03/2001	Fin de la procédure au Parlement		
22/03/2001	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques

Référence de procédure	2000/0108(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Codification
Instrument législatif	Directive
	Modification <a href="#">2013/0390(COD)</a>
Base juridique	Règlement du Parlement EP 52-p1; Traité CE (après Amsterdam) EC 094
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	JURI/5/12881

### Portail de documentation

Document de base législatif		COM(2000)0259	02/05/2000	EC	Résumé
Comité économique et social: avis, rapport		<a href="#">CES1003/2000</a> <a href="#">JO C 367 20.12.2000, p. 0021</a>	20/09/2000	ESC	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T5-0459/2000</a> <a href="#">JO C 197 12.07.2001, p. 0108-0171</a>	25/10/2000	EP	Résumé

### Informations complémentaires

Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>
-----------------------	-------------------------

### Acte final

[Directive 2001/23](#)

[JO L 082 22.03.2001, p. 0016](#) Résumé

[Rectificatif à l'acte final 32001L0023R\(03\)](#)

[JO L 181 09.07.2015, p. 0084](#)

## Droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements. Codification

OBJECTIF: codification de la directive 77/187/CEE portant sur le maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises ou d'établissements. CONTENU: dans un souci de clarté et de transparence du droit communautaire, la présente proposition vise la codification de la directive 77/187/CEE, modifiée à plusieurs reprises depuis son adoption. La nouvelle directive se substituera aux diverses directives qui font l'objet de l'opération de codification. La proposition respecte totalement la substance des textes codifiés et se borne donc à les regrouper en un texte unique en y apportant les seules modifications formelles requises par l'opération même de codification.?

## Droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements. Codification

Le Parlement européen a approuvé telle quelle la procédure sans rapport portant sur la codification de la directive sur le maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises ou de parties d'entreprises ou d'établissement. ?

## Droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements. Codification

OBJECTIF: codification de la directive 77/187/CEE portant sur le maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises ou d'établissements. MESURE DE LA COMMUNAUTÉ : Directive 2001/23/CE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements. CONTENU: Dans un souci de clarté et de transparence du droit communautaire, la directive vise la codification de la directive 77/187/CEE, modifiée à plusieurs reprises depuis son adoption. La nouvelle directive se substitue aux diverses directives qui font l'objet de l'opération de codification. Elle respecte totalement la substance des textes codifiés et se borne à les regrouper en un texte unique

en y apportant les seules modifications formelles requises par l'opération même de codification. ENTRÉE EN VIGUEUR : 11 avril 2001. À noter que la date de transposition de la directive 98/50/CE modifiant la directive 77/187/CEE est maintenue. En conséquence, les États membres ont jusqu'au 17 juillet 2001 pour se conformer aux principes de la directive 98/50/CE.?